

CONSEILIA

LE CONSEIL AUX LIBÉRAUX

INFORMATIONS LÉGALES OBLIGATOIRES

Mentions légales du site conseilia.pro

Cabinet Conseilia — conseil et courtage en assurances

Document établi en application de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, du Code des assurances, du Code de la consommation et du Règlement général sur la protection des données.

Il présente l'identité de l'éditeur du site, son statut d'intermédiaire en assurance, son autorité de contrôle, ses garanties professionnelles, les règles de propriété intellectuelle, le traitement des données personnelles et les voies de réclamation et de médiation ouvertes à l'utilisateur.

CONSEILIA — SASU au capital de 1 000 € · RCS Lille Métropole n° 828 886 986

Siège social : 34 place du Général de Gaulle, Bureau 3 — 59800 Lille · Bureau : Paris 12^e

ORIAS n° 17003109 — Courtier d'assurance ou de réassurance (COA) · Membre de l'association ENDYA

09 80 80 44 89 · contact@conseilia.pro · www.conseilia.pro

ARTICLE 1

Éditeur du site

Le site accessible à l'adresse **www.conseilia.pro** ainsi que les sites et pages dédiés par profession édités par le cabinet sont publiés par la société CONSEILIA.

CONSEILIA

Société par actions simplifiée à associé unique (SASU) au capital de 1 000 euros

Nom commercial : HORIZON ASSURANCES

Siège social : 34 place du Général de Gaulle, Bureau 3 — 59800 Lille

Bureau d'exploitation : Paris 12^e

Immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le n° 828 886 986 — n° de gestion 2026B02151

Identifiant européen (EUID) : FR5910.828886986

Numéro de TVA intracommunautaire : FR10828886986

Téléphone : 09 80 80 44 89 · Courriel : contact@conseilia.pro

Présidence : la société AHTC PARTENAIRE, société par actions simplifiée, 143 rue des Blancs Mouchons — 59500 Douai, immatriculée au RCS de Douai sous le n° 992 190 702, représentée par Abdelouhab Habitouche.

Directeur de la publication : Abdelouhab Habitouche, agissant au nom de la présidence du cabinet.

La société a transféré son siège du ressort du RCS de Douai vers celui du RCS de Lille Métropole le 23 février 2026 et ne conserve aucune activité à son ancien siège.

ARTICLE 2

Hébergement du site

Le site est hébergé par :

HOSTINGER INTERNATIONAL LTD

Société à responsabilité limitée de droit chypriote

61 Lordou Vironos Street — 6023 Larnaca, Chypre

Site : www.hostinger.fr — Contact : <https://www.hostinger.fr/contact>

Les données du site sont hébergées sur des serveurs situés au sein de l'Union européenne. L'hébergeur agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement général sur la protection des données, dans le cadre d'un accord de traitement des données conclu avec l'éditeur.

Le nom de domaine conseilia.pro est enregistré auprès du bureau d'enregistrement retenu par le cabinet [à préciser si différent de l'hébergeur].

ARTICLE 3

Régime fiscal applicable à l'activité

L'activité d'intermédiation en assurance exercée par le cabinet relève de l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée prévue au **2° de l'article 261 C du Code général des impôts**, qui exonère les opérations d'assurance et de réassurance ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et les intermédiaires d'assurance.

Les commissions et, le cas échéant, les honoraires perçus au titre de l'intermédiation sont donc facturés sans TVA. La mention portée sur les documents de rémunération est la suivante : « **TVA non applicable — article 261 C, 2° du Code général des impôts** ».

Le cabinet dispose néanmoins d'un numéro de TVA intracommunautaire attribué par l'administration fiscale — **FR10828886986** — utilisé notamment pour ses acquisitions de biens et de services auprès d'opérateurs établis dans un autre État membre.

Les prestations dissociables d'une opération d'assurance, telles qu'un audit ou une mission de conseil sans lien avec la présentation, la proposition ou l'aide à la conclusion d'un contrat, peuvent relever du régime de droit commun de la TVA. Le traitement applicable est indiqué au client avant le début de la mission.

ARTICLE 4

Statut réglementé, association professionnelle et autorité de contrôle

CONSEILIA exerce l'activité de distribution d'assurances en qualité de **courtier d'assurance ou de réassurance (COA)**.

Immatriculation ORIAS : n° 17003109 — registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance, consultable sur www.orias.fr

Catégorie : courtier d'assurance ou de réassurance (COA)

Association professionnelle agréée : ENDYA — 10 rue Auber, 75009 Paris, association agréée par l'ACPR (n° de préfecture W751263370) — www.endya.fr

Autorité de contrôle : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) — 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09 — www.acpr.banque-france.fr

Conformément à l'article L.513-3 du Code des assurances, le cabinet adhère à une association professionnelle agréée par l'ACPR, chargée du suivi de l'activité et de l'accompagnement de ses membres. L'adhésion est renouvelée annuellement.

Conformément aux dispositions applicables, le cabinet précise qu'il ne détient aucune participation directe ou indirecte supérieure à 10 % des droits de vote ou du capital d'une entreprise d'assurance, et qu'aucune entreprise d'assurance ou société mère d'une entreprise d'assurance ne détient de participation directe ou indirecte supérieure à 10 % des droits de vote ou du capital du cabinet.

Le cabinet n'est soumis à aucune obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance. La liste des entreprises d'assurance et des intermédiaires grossistes avec lesquels le cabinet travaille est communiquée sur simple demande à contact@conseilia.pro.

ARTICLE 5

Responsabilité civile professionnelle et garantie financière

Conformément aux articles L.512-6 et L.512-7 du Code des assurances, le cabinet justifie d'une assurance de responsabilité civile professionnelle et d'une garantie financière :

Assureur : Liberty Mutual Insurance Europe SE — RCS Paris 408 774 610, 42 rue Washington, 75008 Paris, représentée par Liberty Specialty Markets Europe Sàrl (RCS Paris 831 623 699) — www.libertyspecialtymarkets.com

Gestion du contrat : MATRISK Group, courtier d'assurance — ORIAS n° 15 003 809, 16 cours du Danube, 77700 Serris — 0 805 69 68 20

Police n° MRCSBRO201705FR00000000016547A00 — effet au 17/05/2017

Garantie financière : 115 000 € par sinistre et par période d'assurance

Période d'assurance en cours : du 01/03/2026 au 28/02/2027

Les attestations en cours de validité sont transmises sur simple demande à contact@conseilia.pro.

Le montant de la garantie de responsabilité civile professionnelle applicable à l'activité de courtage d'assurance est celui figurant sur l'attestation en vigueur [à compléter à réception de l'attestation RC Pro « intermédiaire d'assurance »].

ARTICLE 6

Activité et champ d'intervention

Le site a pour objet de présenter l'activité du cabinet, ses domaines d'intervention et ses contenus d'information à destination des professionnels libéraux et des particuliers. Il permet également de demander une étude, un devis ou un rappel.

Les informations diffusées sur le site ont une valeur informative générale. Elles ne constituent ni un conseil personnalisé, ni une offre de contrat, ni un engagement de garantie. Seuls les documents contractuels remis au client (document d'information sur le produit d'assurance, conditions générales et particulières, notice d'information, rapport d'adéquation) déterminent l'étendue exacte des garanties.

Toute demande formulée depuis le site donne lieu à une prise de contact et, le cas échéant, à un recueil des exigences et besoins préalable à toute proposition.

ARTICLE 7

Propriété intellectuelle

L'ensemble des éléments du site — structure, textes, visuels, photographies, logotypes, chartes graphiques, bases de données et documents téléchargeables — est protégé par le droit de la propriété intellectuelle et demeure la propriété exclusive de CONSEILIA ou de ses partenaires et ayants droit.

Toute reproduction, représentation, adaptation, extraction ou réutilisation, totale ou partielle, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit, sans autorisation écrite préalable, est interdite et susceptible de constituer une contrefaçon au sens des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Les marques et logos des compagnies d'assurance et partenaires éventuellement cités demeurent la propriété de leurs titulaires respectifs et ne sont mentionnés qu'à titre d'information.

ARTICLE 8

Données personnelles

Les données collectées sur le site (formulaires de contact, demandes de devis ou de rappel) sont traitées par CONSEILIA, en qualité de **responsable de traitement**, aux fins de répondre aux demandes, de réaliser l'étude sollicitée, de gérer la relation précontractuelle et contractuelle et de satisfaire aux obligations légales du cabinet, notamment en matière de devoir de conseil, de conservation de la preuve et de lutte contre le blanchiment.

Bases légales : le consentement pour les demandes formulées en ligne et les communications d'information, l'exécution de mesures précontractuelles ou du contrat, le respect d'obligations légales et l'intérêt légitime du cabinet à assurer le suivi et la sécurité de son activité.

Destinataires : les personnels habilités du cabinet, les entreprises d'assurance et intermédiaires grossistes concernés par la demande, les prestataires techniques strictement nécessaires (hébergement, outil de gestion, signature électronique, archivage) et, le cas échéant, les autorités légalement habilitées. Les données ne sont ni vendues, ni louées, ni cédées à des tiers à des fins de prospection commerciale.

Durées de conservation : les données des prospects sans suite sont conservées trois ans à compter du dernier contact ; les données des clients sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle puis pendant les délais légaux de prescription et d'archivage applicables, sans excéder ce qui est nécessaire au regard de ces finalités.

Données de santé : les informations médicales éventuellement nécessaires à l'étude d'un contrat santé, prévoyance ou emprunteur font l'objet d'une protection renforcée. Le cabinet ne traite que ce qui est strictement nécessaire à son rôle d'intermédiaire, l'appréciation médicale relevant des services compétents de l'assureur ou de son médecin-conseil.

Vos droits : vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès. Ces droits s'exercent par courriel à contact@conseilia.pro ou par courrier à CONSEILIA, 34 place du Général de Gaulle, Bureau 3, 59800 Lille, accompagnés le cas échéant d'un justificatif d'identité.

En cas de désaccord persistant, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés — CNIL, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07 — www.cnil.fr.

ARTICLE 9**Cookies et traceurs**

Le site peut déposer des cookies sur votre terminal. Les cookies strictement nécessaires au fonctionnement du site et à la sécurité sont déposés sans consentement préalable. Les cookies de mesure d'audience non exemptés, de personnalisation ou de suivi publicitaire ne sont déposés qu'après recueil de votre consentement, librement révocable à tout moment.

Vous pouvez à tout moment modifier vos choix depuis le module de gestion des cookies accessible sur le site, ou paramétrer votre navigateur pour refuser tout ou partie des cookies. Le refus de certains cookies peut limiter l'accès à certaines fonctionnalités.

À compléter avant mise en ligne : liste des cookies effectivement déposés, finalité, durée de conservation et outil de recueil du consentement retenu.

ARTICLE 10**Liens hypertextes et contenus de tiers**

Le site peut contenir des liens vers des sites édités par des tiers, notamment des entreprises d'assurance, des organismes professionnels ou des autorités publiques. Ces liens sont fournis à titre d'information. CONSEILIA n'exerce aucun contrôle sur ces sites et ne saurait être tenue responsable de leur contenu, de leur disponibilité ou de l'usage qui en est fait.

La création d'un lien vers le site est autorisée sous réserve qu'elle ne porte pas atteinte à l'image du cabinet et qu'elle ne laisse pas supposer un partenariat ou une approbation qui n'existerait pas.

ARTICLE 11**Disponibilité du site et limitation de responsabilité**

Le cabinet met en œuvre les moyens raisonnables pour assurer l'exactitude et la mise à jour des informations diffusées, ainsi que la disponibilité du site. Il ne peut toutefois garantir l'absence d'erreur, d'omission ou d'interruption, notamment en cas de maintenance, de défaillance technique ou de force majeure.

L'utilisateur demeure responsable de la sécurité de son propre équipement et de ses accès. Le secret des échanges par internet n'étant pas garanti, il appartient à chacun de prendre les mesures appropriées pour protéger ses données et documents transmis.

ARTICLE 12

Réclamations et médiation

Toute réclamation relative au site ou à l'activité du cabinet peut être adressée par écrit :

CONSEILIA — Service Réclamation

34 place du Général de Gaulle, Bureau 3 — 59800 Lille

Courriel : reclamation@conseilia.pro

Le cabinet accuse réception de la réclamation dans un délai de dix jours ouvrables et y répond au plus tard dans les deux mois, sauf circonstances particulières dûment justifiées. Le traitement d'une réclamation ne donne lieu à aucun frais.

À défaut de solution satisfaisante, le client consommateur peut saisir gratuitement le médiateur compétent :

La Médiation de l'Assurance

Pôle CSCA — TSA 50110 — 75441 Paris Cedex 09

le.mediateur@mediation-assurance.org

Pour les opérations relevant de l'activité de courtier en opérations de banque et en services de paiement, le médiateur désigné est ANM Conso — 2 rue de Colmar, 94300 Vincennes — contact@anmconso.com.

La plateforme européenne de règlement en ligne des litiges est également accessible aux consommateurs résidant dans l'Union européenne.

ARTICLE 13

Droit applicable

Les présentes mentions légales sont soumises au droit français. Tout litige relatif à leur interprétation ou à leur exécution relève des juridictions compétentes, dans le respect des dispositions protectrices applicables au consommateur.

Le cabinet se réserve la faculté de modifier les présentes mentions à tout moment afin de les adapter aux évolutions du site ou de la réglementation. La version applicable est celle en ligne au jour de la consultation.

Version du document : [date de mise en ligne].